

Dynamiques de transition(s) et participation citoyenne

Le guide pour co-construire une politique
de transitions avec vos citoyens



Sommaire

03

Introduction

04

Transition(s) : de quoi parle-t-on ?

- 04 | Pourquoi est-ce un sujet politique ?
- 05 | Les obstacles
- 05 | Quel rôle pour les collectivités territoriales ?

06

S'approprier les enjeux de la transition

- 06 | Je m'acculture
- 06 | Je me forme
- 06 | Je partage et j'encourage mes collaborateurs à s'informer
- 06 | Déterminer des objectifs concrets de transitions
- 07 | Par où commencer ?

- 07 | 5 exemples d'actions concrètes
- 08 | Quels financements pour les actions menées par votre collectivité ?

08

Impliquer les citoyens

- 08 | Pourquoi mobiliser les citoyens ?
- 09 | Zoom sur... La semaine des transitions à Lomme
- 10 | Engager l'action citoyenne
- 11 | Accompagner les initiatives locales

12

5 actions pour...

- 12-13 | Accompagner les initiatives locales

14

Conclusion

Introduction

La transition écologique et solidaire est devenue centrale dans la manière de concevoir l'action publique locale depuis plusieurs années.

Qu'elle soit écologique, économique ou sociale et malgré son caractère polysémique, la transition témoigne d'une **volonté politique** de transformer durablement l'élaboration de l'action publique locale et de vie sur le territoire, afin de tendre vers des **logiques de développement prenant en compte la préservation des ressources naturelles**.

Limitier l'impact de la main humaine sur nos milieux naturels, implique dès lors des modes de gouvernance, de production, de consommation et de vie renouvelés sur nos territoires. Les collectivités territoriales occupent un **rôle fondamental** dans l'élaboration des modes de gouvernance de la transition écologique.

De nouvelles problématiques s'imposent alors à ses acteurs : **de nouvelles manières de penser et de décider, de travailler** pour les agents des différents services, et **de vivre son territoire** pour les habitants.

De nouveaux objectifs (environnementaux, sociaux, économiques) sont à **définir**, et en découlent de nouveaux arbitrages à trouver, qui ne seront pas sans incidences pour le territoire et ses habitants. Les modes de gouvernance sont ainsi à renouveler.

Il apparaît complexe pour une collectivité de ne pas **impliquer ses citoyens dans la fabrique de l'action publique future**. Un triple défi s'impose à l'élaboration des politiques publiques.

En effet, dans un contexte de **profonde remise en question du modèle de démocratie représentative** et puisque la transition présente de **multiples implications pour nos modes de vie futurs**, ne pas co-construire les décisions impactantes pour le territoire semble **inenvisageable**. Un **triple défi** s'impose à l'élaboration des politiques publiques :

Les défis pour les politiques publiques

1 Permettre aux citoyens de s'approprier les enjeux de la transition, ces-derniers n'étant pas nécessairement tous convaincus de la pertinence des apports de la transition et pas enclins à en accepter les coûts.

2 Aller vers une rénovation profonde des manières de construire et de penser les politiques publiques, vers plus de démocratie participative comme condition du succès des objectifs de la transition.

3 Accompagner les initiatives citoyennes sur les territoires, dans une politique de transition plus globale.



Transitions : de quoi parle-t-on ?

Pourquoi engager les transitions sur un territoire ? Quel rôle une collectivité peut jouer en ce sens ? Autant de questions qui se posent tandis que la notion d'urgence climatique se veut de plus en plus présente et pressante. Voici nos réponses, pour mieux comprendre les enjeux que posent les transitions.

Depuis la révolution industrielle, l'activité humaine a engendré une transformation majeure de l'équilibre climatique et environnemental de notre planète en raison de la **croissance exponentielle des besoins énergétiques**. Face à l'urgence environnementale que cela suppose, une transformation de notre modèle énergétique apparaît nécessaire : **une véritable transition**.

Ainsi, lorsque nous parlons de « transition », nous parlons d'**une refonte totale et en profondeur de notre organisation**. Parler de transition, c'est **construire un nouveau modèle de société dans tous ses secteurs** (écologique, économique, social, technologique, culturel et institutionnel) : c'est pour cela que nous parlons de « transitions » au pluriel.

Pourquoi est-ce un sujet politique ?

Multiplication des catastrophes naturelles, perte accélérée de la biodiversité, pollution et raréfaction des ressources naturelles, impacts sur la santé... Autant d'enjeux qui font du défi environnemental l'une des **principales causes nécessitant un engagement** de la part des gouvernements internationaux.

Ces engagements impliquent des choix de société à faire et à tenir pour l'avenir de l'humanité, ce qui présente **des enjeux politiques majeurs**.

La transition écologique doit certes être vue comme une urgence à laquelle il faut répondre au plus vite, mais pas seulement : il faut autant la voir comme une nécessité que comme une opportunité de remodeler notre système dans sa globalité, vers plus de **soutenabilité**, de **démocratie** et de **justice sociale**.

Choisir d'engager une transition, à l'échelle d'un territoire, d'une entreprise, ou même individuellement, c'est faire le choix d'une société qui doit répondre aux défis environnementaux tout en créant de nouvelles opportunités économiques. Cela doit donner lieu à l'implication de tous, dans une démarche de responsabilité collective : la transition implique un changement de comportement de la part de tous les acteurs de la société, des entreprises aux citoyens.

Faire ce choix de transition n'est pas seulement d'engager des mesures écologiques, mais de mettre en oeuvre des programmes globaux qui prennent en compte les aspects environnementaux, économiques et sociaux : **les transitions**.

Afin d'engager des actions transversales, il s'agit d'envisager la transition comme une action qui concilie « **justement** » les impératifs écologiques et de justice sociale.

Toutefois, engager une transition juste est-il faisable ? Plusieurs obstacles se dressent en effet contre la transition, notamment de l'ordre des inégalités qu'elle renforce.

Les obstacles

- ◆ **Socio-économiques** : les classes populaires sont les plus touchées, disposant d'une plus faible capacité d'adaptation que les classes plus aisées face à la transition.
- ◆ **Générationnel** : les personnes actives sur le marché sont les plus touchées à court terme, disposant d'une moindre capacité de reconversion professionnelle.
- ◆ **Sectoriel** : les secteurs les plus polluants de l'industrie voient leurs emplois menacés en premier lieu. En contrepartie : la transition écologique permettrait de protéger les secteurs les plus touchés par les changements climatiques.

Quel rôle pour les collectivités territoriales ?

« 51% des Français déclarent avoir subi « souvent ou parfois » les « conséquences de désordres climatiques »¹ »

De nombreux engagements ont été pris aux échelles nationales et internationales par le biais d'accords. Au fil des décennies, les objectifs fixés par ces engagements sont de plus en plus importants, et lourds à mettre en place. Ce sont par exemple :

- ◆ Le Protocole de Kyoto de 1997 qui a établi des engagements contraignants de réduction de 5% des émissions de gaz à effet de Serre pour les pays développés.
- ◆ L'Accord de Copenhague de 2009 qui a établi l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 2°C et d'aider les pays en développement à faire face aux conséquences du changement climatique.
- ◆ L'Accord de Paris de 2015 visant à maintenir le réchauffement climatique en dessous des 2°C et de limiter la température à 1,5°C.

C'est à l'échelle **locale** que les actions les plus impactantes peuvent être élaborées. En effet, les territoires locaux ont un enjeu important de **planification des actions** : la maîtrise de la consommation d'énergie, par exemple avec le développement des énergies renouvelables, requiert la **prise en compte des spécificités territoriales et locales** (climat, densité de population, urbanisme, ressources naturelles, tissu économique, etc...).

Les politiques nationales ou européennes ne peuvent pas prendre en compte le cas par cas : leur réussite ne peut se faire que par une **décentralisation aboutie** en matière environnementale, accompagnée du **renforcement des moyens** (humains et financiers) octroyés aux collectivités.

Cela implique donc une véritable collaboration entre les services de l'État et les collectivités territoriales, avec la création et la multiplication d'**outils régionaux et locaux de planification climatique** devant s'articuler avec les objectifs nationaux.

S'approprier les enjeux de la transition

S'acculturer

◆ **Se documenter** : vous pouvez lire des ouvrages, des rapports et des articles sur les transitions. Comprendre les enjeux des transitions est un incontournable pour envisager des actions visant à réduire l'impact environnemental de votre administration.

◆ **Participer à des événements locaux** : sur votre territoire, des collectifs existent peut-être et travaillent à la sensibilisation et la mobilisation des acteurs locaux ! Cherchez les conférences, ateliers ou encore forums organisés localement. Cela vous permettra de rencontrer des militants ou professionnels en matière de transitions.

Se former

◆ **S'auto-former** : de nombreuses structures proposent aujourd'hui des kits d'auto-formation comprenant des fiches thématiques destinées à différents publics. Ces kits, accessibles à tous, combinent les informations primordiales à la compréhension des enjeux de transitions afin d'aller à l'essentiel. Pas moins complets pour autant, ils permettent de se former efficacement et apprennent comment transmettre ces informations autour de soi. On peut citer en exemple : la plateforme de l'ADEME, le livre numérique « Enjeux de la transition écologique » de l'EDP Sciences², ou encore le kit d'auto-formation de la FPTE³ (Fonction Publique pour la Transition Écologique).

◆ **Se former** : le CNFPT⁴ (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) propose des formations en lien avec la thématique.

Partager et encourager vos collaborateurs à s'informer

◆ **Partager son expérience, ses formations, ses fiches thématiques.**

◆ **Créer un groupe de travail** : au sein d'un service pour discuter des initiatives de transition écologique et des changements possibles à mettre en place, en vue d'élaborer des plans d'action.

◆ **Organiser une fresque du climat.**

Déterminer des objectifs concrets de transitions

1 Évaluer la situation actuelle : mener un diagnostic de la situation environnementale en identifiant les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie, etc.

2 Identifier les enjeux prioritaires : utiliser des outils de mesure tels que le Bilan Carbone® ou le diagnostic Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV). Cela permettra d'identifier les domaines qui nécessitent des améliorations.

3 Définir des objectifs concrets : en se basant sur des critères SMART (Spécifique, Mesurable, Acceptable, Réaliste, Temporellement défini). Il faut envisager des objectifs ambitieux, mais faisables en un temps imparti.

4 Définir un plan d'actions : détaillant les ressources à mobiliser, les acteurs impliqués, et surtout des échéances.

5 Suivi et évaluation des résultats : afin d'évaluer l'efficacité des actions engagées, et de les ajuster en fonction des résultats obtenus et des nouvelles données disponibles. Des acteurs sont spécialisés sur l'évaluation des politiques publiques environnementales.

5 exemples d'actions concrètes

◆ Intégrer des **critères de performance énergétique et environnementale** dans les appels d'offres pour les projets de construction, de rénovation et d'entretien des bâtiments publics.

◆ Allouer des **subventions et des aides financières** aux entreprises et aux particuliers pour encourager les initiatives en faveur de la transition écologique (par exemple, pour l'installation de panneaux solaires ou pour la rénovation énergétique de l'habitat).

◆ Investir dans des **projets d'infrastructures durables**, tels que des réseaux de transport en commun, des pistes cyclables, des bornes de recharge pour véhicules électriques, des réseaux de chaleur alimentés par des énergies renouvelables, etc.

◆ Mettre en place des **taxes et des redevances pour les activités polluantes ou énergivores** (comme les voitures polluantes ou les bâtiments mal isolés), afin de dissuader ces pratiques et de financer la transition écologique.

◆ Opter pour une **démarche « budget vert »**⁵ afin d'avoir une visibilité sur l'impact écologique du budget de votre collectivité, d'analyser l'ensemble des dépenses et d'orienter les décisions budgétaires dans le sens des transitions.

Par où commencer ?

- ◆ Réduction de la consommation d'énergie sur le territoire (bâtiments communaux, isolation, éclairage public, etc.).
- ◆ Diminution des pollutions et développement des transports propres (énergies renouvelables).
- ◆ Préservation de la biodiversité.
- ◆ Lutte contre le gaspillage et la réduction des déchets.
- ◆ Éducation aux thématiques environnementales.
- ◆ Justice sociale (répartir équitablement les efforts et aider les individus économiquement moins favorisés à s'engager dans la transition).



⁵ Disponible sur : <https://bit.ly/3ISMwSV>

² Disponible sur : <https://bit.ly/3MC78ji>

³ Disponible sur : <https://bit.ly/45F5SVk>

⁴ Disponible sur : <https://bit.ly/3qgJvW5>



Quels financements pour les actions menées par votre collectivité ?

- ◆ **Des subventions :** le Fonds européen de développement régional (FEDER) ou le Fonds social européen (FSE).
- ◆ **Des subventions nationales :** comme celles proposées par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour des projets de développement durable ou de transition énergétique.
- ◆ **Des subventions régionales :** les régions proposent des subventions en fonction des thématiques et des projets (transition numérique, expérimentation filières végétales, rénovation énergétique des bâtiments, etc.). Les subventions varient avec le temps, n'hésitez pas à vous renseigner sur les aides apportées par votre région !
- ◆ **Des financements privés :** proposées par des fondations ou des entreprises, notamment dans le cadre de partenariats public-privé. Ces subventions peuvent être destinées à des projets spécifiques, tels que la construction d'un bâtiment économe en énergie ou la mise en place d'un système de transport propre.
- ◆ **Autres :** emprunt vert, mécénat, financement citoyen, etc.)
- ◆ **Pour en savoir plus :** un site dédié vous permet de trouver des aides en fonction du projet de votre collectivité (<https://bit.ly/42h0m8r>)

Impliquer les citoyens

L'implication des citoyens dans la fabrique de l'action publique locale est un élément clé de la transition écologique sur un territoire. Pour réussir à relever les défis environnementaux, il est essentiel de favoriser l'émergence d'une culture de l'engagement et de la participation citoyenne. Les citoyens sont des acteurs de la transition, capables d'apporter leur expertise et leur savoir-faire, de proposer des idées innovantes et de participer activement à la mise en place de projets durables.

Pourquoi mobiliser les citoyens ?

Faire adhérer

Si les habitants comprennent les enjeux de la transition et participent activement à sa mise en place, ils seront plus enclins à la soutenir sur le long terme. Ainsi, la mobilisation des citoyens peut contribuer à créer une véritable culture de la transition au sein de la collectivité et à favoriser une transition durable et inclusive.

Sensibiliser les habitants

S'adresser au grand public implique de développer des discours moins explicatifs, moins théoriques, et plus interpellants que des discours, par exemple, spécifiquement dédiés aux jeunes populations. L'intérêt est d'avoir un message plus immédiat, et significatif sur les modes de vie et de consommation des habitants. La sensibilisation apparaît donc incontournable.

Impliquer le plus grand nombre

L'objectif est de parvenir à impliquer tous les habitants du territoire à la dynamique de transitions. Pour ce faire, la collectivité doit parvenir à s'adresser à tous les publics (CSP+, publics urbains, ruraux, jeunes, plus âgés, et également les plus fragilisés). Les actions envisagées et la communication doit se voir adaptée aux contextes multiples, par des approches innovantes, tout en distinguant les degrés d'engagements de chacun (repliés, indécis, conscients ou impliqués).

ZOOM SUR...

La semaine des transitions à Lomme



Crédit photo : Ville de Lomme

Depuis 2021, la ville de Lomme (28k habitants) située dans la région des Hauts-de-France, organise **une Semaine des Transitions** dans le cadre de sa feuille de route « Lomme en Transitions : horizon 2030 ».

« Comprendre », « se projeter » et « agir » sont les trois piliers de cette semaine, et sont l'occasion d'organiser divers ateliers : projection de films, jeux, collectes de vêtements, animations sur diverses thématiques, conférences ou encore des débats.

Autant de temps forts qui permettent de sensibiliser les habitants à la thématique des transitions.

Cet événement est également l'occasion de dresser un bilan des actions existantes et de constater un réel désir d'accélérer le développement des Transitions à Lomme, pour des engagements concrets de la part de la collectivité.

Engager l'action citoyenne, C'est-à-dire ?

Rendre les habitants de votre territoire **acteurs des transitions** n'implique pas seulement de les faire participer aux décisions de la collectivité en matière de transitions, **mais de penser les différentes actions** à mettre en oeuvre et d'en établir les modalités avec eux.

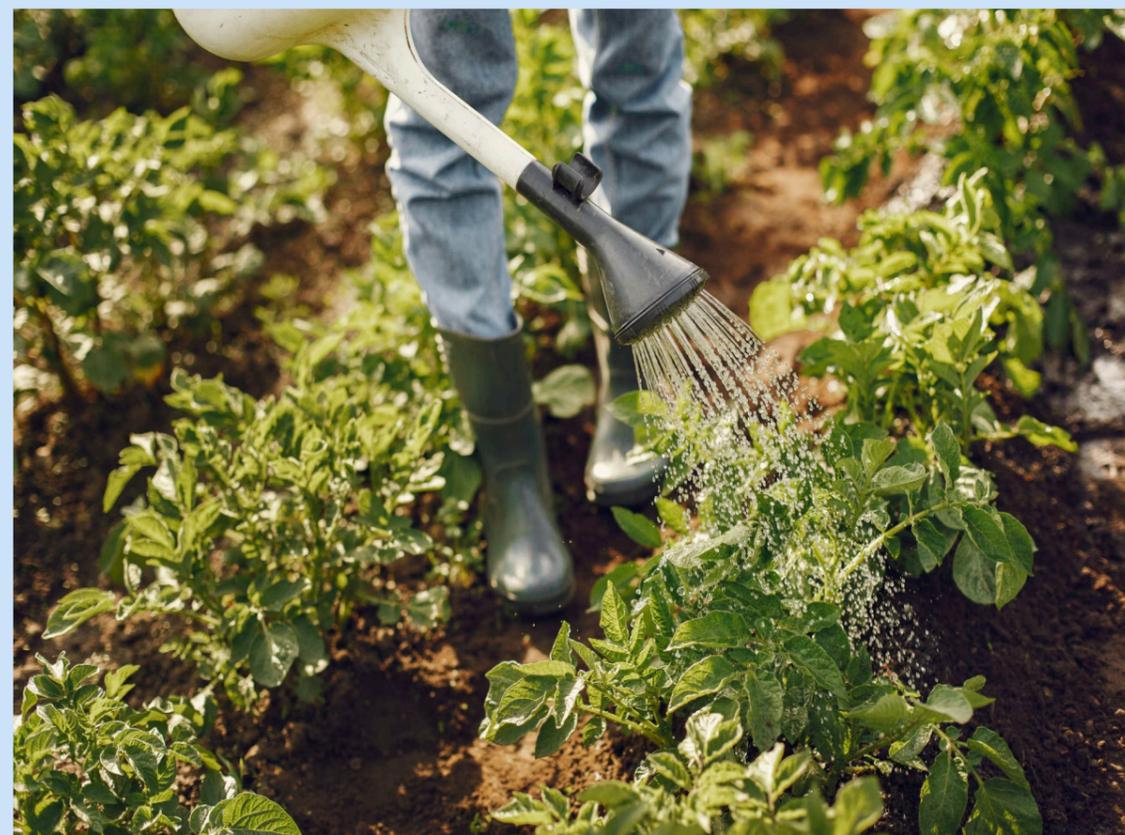
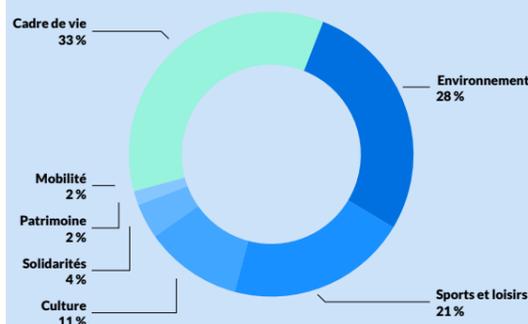


Engager l'action citoyenne, Par quoi cela peut-il passer ?

En tant qu'élus et agents territoriaux, l'objectif de l'engagement citoyen en faveur des transitions doit essentiellement consister à **mobiliser, inciter à participer, et donner les clés à la population pour prendre des décisions concrètes et adaptées à leur territoire et quotidien**. Votre travail n'est pas de figer les actions à mettre en oeuvre, mais de **les construire avec les citoyens**, ce qui favorisera des actions ayant du sens pour tous les acteurs du territoire, et donc leur succès ! Cela peut passer par la mise en place de café citoyens ou encore de budgets participatifs. À l'échelle des collectivités que nous accompagnons, nous remarquons que les habitants proposent majoritairement des projets en lien avec le cadre de vie et l'environnement.

Répartition des thématiques les plus plébiscitées par les citoyens

*D'après les statistiques des clients de ConsultVox en 2023.



ACCOMPAGNER LES INITIATIVES LOCALES

Les mouvements de transitions sur un territoire ne sont pas exclusivement à l'origine des pouvoirs publics : la société civile y participe largement. En effet de nombreux citoyens, collectifs, associations, voire entreprises de votre échelle locale peuvent contribuer pleinement à la transition en lançant diverses initiatives de leur propre chef. Il va être question de les accompagner afin de faire prospérer leurs actions et les joindre à celles des pouvoirs publics locaux !

De nombreuses initiatives peuvent être lancées par les acteurs de votre territoire, dans de nombreux domaines :

- ◆ **Alimentation** : (jardins partagés, permaculture),
- ◆ **Partage et production** : (économie sociale et solidaire, fab-lab, troc),
- ◆ **Habitat** : (habitat participatif, rénovation énergétique), etc.

Accompagner les initiatives locales des citoyens, collectifs, associations et entreprises en matière de transition implique pour les pouvoirs publics locaux de **soutenir et de faciliter** ces projets de **transition énergétique, écologique, sociale et économique** développés par ces acteurs locaux sur le territoire.

Il n'existe pas une manière unique d'accompagner ces initiatives : il s'agit surtout d'offrir à ces acteurs des conditions favorables à la réussite de leurs actions. Une telle démarche peut contribuer à renforcer la résilience et la dynamique locale, tout en répondant aux enjeux de transitions actuels.

En ce sens, votre priorité doit être de prendre contact avec les porteurs de ces projets, et d'identifier avec eux leurs besoins pour les aider au mieux à faire prospérer leurs organisations et actions.

01

Financements & Subventions

Mettre en place des dispositifs de financement et/ou de subventions pour encourager et accompagner les initiatives locales qui voient le jour sur votre territoire



02

Ressources

Mettre à disposition des ressources techniques ou d'expertise accompagner la réalisation des projets.

03

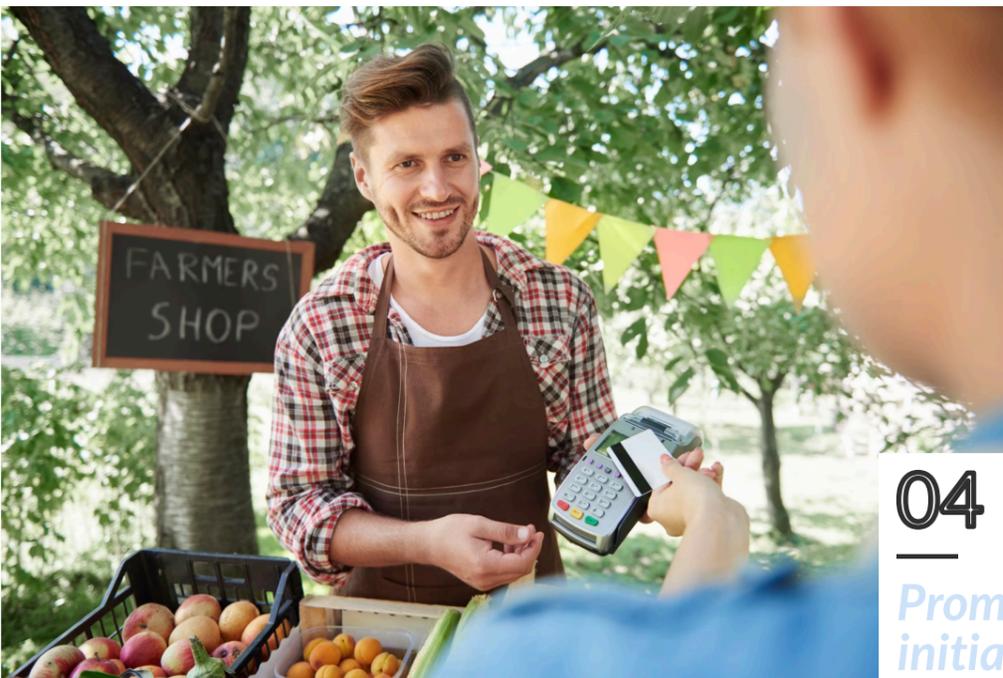
Cadre

Créer un cadre (réglementaire) favorable à l'émergence et au développement de ces projets de transitions.



5 ACTIONS POUR

Accompagner les initiatives locales



04

Promouvoir les initiatives locales

Promouvoir les initiatives locales auprès de la population et des différents acteurs du territoire, afin de leur donner une certaine visibilité et de favoriser l'adhésion des citoyens aux projets locaux.

05

Favoriser les projets de transition

Définir des règles d'urbanisme (PLU / PLUi) qui favorisent les projets de transition, par exemple en prévoyant des zones dédiées aux énergies renouvelables, en permettant la création d'éco-quartiers ou en autorisant l'installation de potagers urbains.



Conclusion

Les transitions (écologique, économique et sociale) sont donc **centrales dans la manière de concevoir l'action publique locale** de demain. Les élus et agents territoriaux ont un rôle clé à jouer pour **accompagner et stimuler ces transitions** sur leur territoire.

À partir des conseils donnés, des cas d'usage et des quelques ressources transmises, ce guide vous apporte des éléments précieux et concrets pour vous permettre d'**organiser une action de territoire en matière de transitions**, un mouvement adapté à votre contexte local et à la hauteur de vos attentes et de celles de vos habitants.

Nous avons également souligné l'importance de la **participation citoyenne dans la réussite de ces transitions** : il s'agit d'impliquer tous les acteurs et toutes les parties prenantes du territoire local dans la réflexion et la mise en œuvre de projets de transitions.

La participation citoyenne et la diversité des acteurs locaux doit permettre d'enrichir les projets de transition, de les ancrer dans les réalités locales et de favoriser leur appropriation par les habitants !

ConsultVox
by publilégal®

Un projet ? Une question ?
Faîtes-en part à notre équipe !

ConsultVox SAS

Euratechnologies, 165 avenue de Bretagne - 59000 Lille

contact@consultvox.co | 03.62.02.33.31

www.consultvox.co

